

Construction d'une halle couverte

à 33380 MIOS

Maître d'Ouvrage

Ville de MIOS

Place du 11 Novembre

33380 MIOS

Architecte :

EURL Jean DUBROUS Architecture

17, Avenue Charles de Gaulle

33260 La TESTE de BUCH

C.C.T.P.

Lot n°00

DISPOSITIONS COMMUNES

Indice	Date	Modification
0	18 Septembre 2013	Edition initiale
1	11 Octobre 2013	Mise à jour

Phase	Pièce	N° lot	Indice	Date
DCE	CCTP	00	1	14/10/13

1 - GENERALITES

1.1 - SITUATION ET DEFINITION DE L'OPERATION

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet la description de l'ensemble des travaux de création d'une halle couverte (sous RT 2012), à 33380 MIOS.

Le programme comprend :

- 1 halle couverte,
- l'Office du tourisme,
- Buvette

En matière de sécurité incendie et conformément au Code de la Construction et de l'Habitat et, plus particulièrement, à l'arrêté du 31 janvier 1986, les bâtiments collectifs sont classés en 5^{ème} catégorie (M pour la halle couverte, W pour l'office du tourisme et N pour la buvette).

Au regard de la réglementation Neige et Vent le programme s'inscrit dans les régions suivantes, à savoir :

- Vent : Région II site exposé,
- Neige : Région 2,

La présente construction respecte la RT 2012.

1.2 - INTERVENANTS

MAITRE D'OUVRAGE	Ville de MIOS	Place du 11 Novembre 33380 MIOS Tél. 05-56-26-66-21 Fax. 05 56-21-41-69 E-mail :
MAITRISE D'ŒUVRE	ARCHITECTE EURL Jean DUBROUS ARCHITECTURE	17, Avenue Charles de Gaulle 33260 La TESTE de BUCH Tél. 05 56-54-61-33 Fax. 05 56-54-61-36 E-mail : jean@dubrous.com
BUREAU DE CONTROLE	ANCO	277, Rue Forestière 40600 BISCARROSSE Tél. 05 58 04 16 11 Fax. 05 58 82 03 81 E-mail ; contact@anco40.fr
BET Structure Bois		Tél. 05 5 Fax. 05 5 E-mail ;
GEOMETRE		Tel : 05-5 Fax : 05-5 E-mail ;
BET GEOTECHNIQUE		Tél. 05 5 Fax. 05 5
BET THERMIQUE	VIVIEN	97, Avenue Edmond Rostand 33700 MERIGNAC Tél. 05-56-40-68-10 Port. 06-62-71-41-02 E-mail : t.garatain@be-vivien.fr
Coordonnateur SPS		

1.3 - NOMENCLATURE DES LOTS

- LOT n°00 DISPOSITIONS COMMUNES
- LOT n°01 GROS ŒUVRE
- LOT n°02 CHARPENTE BOIS
- LOT n°03 COUVERTURE ZINGUERIE
- LOT n°04 MENUISERIES EXTERIEURES
- LOT n°05 MENUISERIES INTERIEURES
- LOT n°06 PLATRERIE

- LOT n°07ELECTRICITE
- LOT n°08PLOMBERIE SANITAIRE CHAUFFAGE VMC
- LOT n°09 CARRELAGES, FAIENCES
- LOT n°10 PEINTURE
- LOT n°11 VRD: ESPACES VERTS
- LOT n°12 SERRURERIE

1.4 - NOMENCLATURE DES PLANS

- PLAN – DCE 01 Plan de masse - VRD
- PLAN – DCE 02 Plan du RDC
- PLAN – DCE 03 1^{er} étage
- PLAN – DCE 04 2^{ème} étage
- PLAN – DCE 05 3^{ème} étage
- PLAN – DCE 06 4^{ème} étage
- PLAN – DCE 07 Toiture
- PLAN – DCE 07 Combles
- PLAN – DCE 08 Coupe 1
- PLAN – DCE 09 Coupe 2
- PLAN – DCE 10 Façades
- PLAN – DCE 11 Détail n° 1 balcon sud 4ème
- PLAN – DCE 12 Détail n° 2 balcon sud 1er
- PLAN – DCE 13 Détail n° 3 balcon nord 4ème
- PLAN – DCE 14 Détail n° 4 balcon nord 1er

1.5 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Un Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est mis à disposition de l'entrepreneur pour établir son offre de prix.

L'ensemble des pièces constituant ce DCE est récapitulé dans la nomenclature fournie par le maître d'ouvrage.

L'entrepreneur doit prendre connaissance et respecter scrupuleusement les indications et recommandations de l'ensemble de ces pièces, et, notamment, celles désignées ci-dessous :

- Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) ;
- Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Etude géotechnique
- Pré étude structure bois
- Etude thermique réglementaire
- Notice de Sécurité
- Notice d'accessibilité aux personnes handicapées.

1.6 - COMPARAISON ENTRE PLUSIEURS DOCUMENTS DU DCE

Pour être valable, une indication portée sur un document n'a pas nécessairement à être reprise sur les autres documents définissant les ouvrages. En conséquence, le fait qu'une indication figure sur un document et pas sur un autre, ne doit pas être interprété comme une discordance entre deux documents.

Les plans, autres documents graphiques et CCTP se complètent réciproquement.

Aucune mesure ne doit être prise à l'échelle métrique sur l'ensemble des pièces graphiques. En cas d'erreurs, d'imprécisions ou de manque de cotes, l'entrepreneur se doit de les signaler à la maîtrise d'œuvre, qui donnera toutes les précisions nécessaires.

Dans le cas de contradiction entre les stipulations des pièces graphiques et celles des pièces écrites, l'entrepreneur envisagera la solution la plus onéreuse, sans pouvoir réclamer aucun supplément de prix.

En conséquence, l'entrepreneur d'un lot technique doit consulter systématiquement les plans d'architecte, notamment ceux de l'élément PRO, qui seuls définissent les dispositions dites architecturales pour intégrer dans son offre toutes les incidences et sujétions.

Dans tous les cas, l'entrepreneur doit vérifier en temps voulu et avec application toutes les cotes et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments ou ouvrages existants.

Dans le cas de doute, il en référera immédiatement à la maîtrise d'œuvre, faute de quoi, il sera tenu pour responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences de toutes natures qu'elles entraîneraient.

Il en serait de même dans le cas où ces plans seraient en contradiction avec les normes et règlements en vigueur, l'entrepreneur reconnaissant expressément avoir examiné l'ensemble des pièces marché avec soins dans ce sens.

Il ne pourra jamais prétendre les avoir ignorés.

1.7 - NORMES ET REGLEMENTATION

L'entrepreneur doit se conformer aux textes réglementaires non annexés, mais réputés connus et acceptés sans restrictions, légalement en vigueur dans leur dernière édition au moment de la signature du marché, et plus particulièrement aux documents suivants :

- la législation,
- la réglementation, notamment en matière :
 - de sécurité du travail,
 - de sécurité incendie dans les bâtiments publics,
 - d'accessibilité des personnes à mobilité réduite dans les bâtiments publics,
 - d'acoustique,
 - de thermique,
- le règlement sanitaire départemental et municipal,
- les normes applicables au bâtiment,
- les Documents Techniques Unifiés (DTU),
- les Cahiers de Prescriptions Techniques (CPT) du CSTB,
- les règles de calcul,
- les Avis Techniques (AT), certifications et classements,
- les règles professionnelles diverses,

Dans le cas d'utilisation de matériaux et/ou de procédés ne faisant pas l'objet d'une réglementation spécifique, l'entrepreneur devra soumettre à l'approbation de la maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle un Avis Technique de la commission du CSTB ou une enquête technique favorable établie par un bureau agréé.

1.8 - MATÉRIAUX ET MARQUES COMMERCIALES

L'entrepreneur doit s'en tenir aux produits mentionnés au CCTP.

Cependant, il peut proposer, dans son offre, d'autres produits à la condition qu'ils soient d'aspect, de propriétés, de caractéristiques et de performances équivalents.

Tout changement à ces prestations doit être soumis à l'approbation de la maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle.

Les matériaux et accessoires devront être neufs. Ils seront de la meilleure qualité, en provenance de constructeurs réputés.

Ils porteront le nom du constructeur ou le label et répondront à l'ensemble des règlements en vigueur.

Dans tous les cas, les matériaux mis en œuvre devront porter l'estampille NF.

1.9 - PRIX DU MARCHÉ

1.9.1 - Caractère global et forfaitaire

Conformément aux dispositions du CCAP, le marché est signé à prix global et forfaitaire, ferme et définitif.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que l'énumération, énoncée et détaillée dans les chapitres suivants, des travaux à exécuter n'est pas limitative.

En conséquence, l'entrepreneur inclura dans son prix l'ensemble des aléas, sujétions, moyens de manutention, échafaudages, etc., qui se rattachent au contenu des ouvrages à exécuter, conformément aux normes et réglementations en vigueur et indispensables au bon achèvement des travaux.

Pour évaluer le prix du marché, l'entrepreneur doit, en outre :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces écrites et graphiques fournies,
- apprécier les dimensions de l'ouvrage, la consistance, la nature, les délais et les difficultés de tous les travaux à effectuer,
- faire toutes les investigations et demander, à la maîtrise d'œuvre, au maître d'ouvrage et/ou aux services administratifs, toutes les informations complémentaires, explications et éclaircissements qu'il a jugés nécessaires,
- se rendre personnellement sur les lieux des travaux à exécuter afin de prendre connaissance de l'état du terrain et des avoisinants, des conditions d'approche du site, de livraison des matériels et matériaux, etc.

1.9.2 - Présentation de l'offre de prix

La décomposition du prix forfaitaire sera conforme au CCTP, notamment en ce qui concerne le respect de la numérotation, de la désignation et de l'unité de l'élément d'ouvrage, par exemple :

4.1 – Fondations

4.1.1 – Béton de propretém²

4.1.2 – Semelles filantes et isolées BA.....m³

L'offre sera présentée sous la forme d'un devis comprenant, pour chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter ainsi que le prix unitaire correspondant.

1.9.3 - Variantes

L'entrepreneur doit s'en tenir aux procédés techniques mentionnés au CCTP.

Cependant, il peut proposer, dans son offre, d'autres procédés à la condition qu'ils soient approuvés par la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle.

Cette proposition doit apparaître clairement dans l'offre en complément du chiffrage de la solution de base et sous l'intitulé «VARIANTE».

1.10 - DELAI D'EXECUTION

Les conditions applicables au délai d'exécution sont définies au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

1.11 - COMPTE PRORATA

Conformément à ce qui est prévu au CCAP, les dépenses d'intérêt commun et le compte prorata seront traités selon les dispositions du CCAG applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés publics.

Ces dépenses comprennent, en particulier :

- les frais d'abonnement et de consommations en eau, électricité et téléphone pour les besoins du chantier,
- les frais de nettoyage général venant en complément du nettoyage exigé pour chaque corps d'état,
- les frais de location et de changement de bennes à gravats, les frais de décharge (hors amiante).

1.12 - APPARTEMENT TEMOIN – SANS OBJET

Conformément à ce qui est prévu au CCAP, l'entrepreneur réalisera un appartement témoin, choisi dans le programme par la maîtrise d'œuvre et le maître d'ouvrage, pour l'échéance prévue au planning et dont l'incidence doit être prise en compte dans l'offre.

Les commandes définitives de matériaux, produits et équipements ne pourront être effectuées qu'après approbation des ces ouvrages témoins.

1.13 - PRECHAUFFAGE

Les conditions applicables au préchauffage sont définies au CCAP.

1.14 - TRAVAUX MODIFICATIFS

Conformément aux dispositions du CCAP, l'entrepreneur ne pourra exécuter aucun travaux apportant des modifications, tant dans son forfait que dans la nature des travaux, sans ordre écrit de l'architecte, visé par le maître d'ouvrage et validé par un avenant.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications aux travaux. Dans ce cas, il sera établi un avenant entre les contractants. L'entrepreneur ne pourra démarrer ces travaux modificatifs, ni se prévaloir de quelconques paiements, sans être en possession de l'avenant signé par le maître d'ouvrage.

L'incidence des modifications sur le prix sera réglée conformément au CCAP.

1.15 - GARANTIES ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DÉCENNALE

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation de construction en vigueur.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement, dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état, pendant cette période, de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions normales d'utilisation.

Les fournitures et réparations ainsi faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception, avec ou sans réserves, constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

2 - PERIODE DE PRÉPARATION

La période de préparation définie au CCAP a pour objet l'établissement et la mise au point des documents d'exécution des ouvrages.

Pour ce faire, l'entrepreneur doit implicitement les prestations décrites ci-après.

2.1 - DEMARCHES AUPRES DES SERVICES PUBLICS

L'entrepreneur est tenu de faire toutes les démarches pour obtenir les accords et autorisations nécessaires à l'exécution de ses travaux, notamment ceux concernant les raccordements aux réseaux publics tels que Electricité, Téléphone, Eau potable, Assainissement, etc.

Il se mettra en rapport avec les services publics intéressés, en vue d'obtenir tous les renseignements et toutes les autorisations ou approbations utiles à l'exécution des travaux qui lui sont confiés (autorisation d'utilisation de la voie publique, par exemple).

L'entrepreneur se soumettra à toutes les vérifications et contrôles des services publics et des organismes de contrôles agréés. Il leur fournira en outre tous les documents justificatifs demandés.

Il devra, en outre, une aide éventuelle au maître d'ouvrage pour des démarches auxquelles l'administration le soumettrait.

Les entrepreneurs concernés doivent adresser une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) à l'ensemble des exploitants d'ouvrages ci-après :

- de transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés,
- de produits chimiques,
- d'installations électriques souterraines ou aériennes,
- de prélèvement et distribution d'eau,
- d'assainissement,
- de télécommunications, etc.

2.2 - ORGANISATION ENTRE LES CORPS D'ÉTAT

L'entrepreneur doit prendre tous contacts nécessaires avec les entreprises dont les ouvrages sont interférents avec les siens, afin :

- de gérer les contraintes techniques liées à cette interdépendance,
- d'éviter toutes erreurs ou omissions,
- de définir, le cas échéant, un phasage d'intervention.

Il s'assurera, en outre, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécutés par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses prestations.

2.3 - ETUDES PRÉLIMINAIRES

L'entrepreneur doit procéder à l'ensemble des études préparatoires nécessaires à l'exécution de ses ouvrages.

La réalisation de cette étude sera confiée par l'entrepreneur à un bureau d'études spécialisé, qualifié et assuré, et ayant reçu l'agrément du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

Les hypothèses et notes de calculs ainsi que les plans d'exécution des ouvrages en découlant devront répondre aux spécifications de l'ensemble des pièces contractuelles du marché, et, notamment, celles de la réglementation en vigueur et celles des plans PRO, CCTP, RICT, Rapport géotechnique, Rapport d'étude thermique et Rapport certification Qualitel (le cas échéant pour ce dernier).

L'entrepreneur peut pratiquer, à ses frais et s'il le juge nécessaire, tous types d'études et d'investigations complémentaires. Dans ce cas, il doit en aviser la maîtrise d'œuvre par écrit.

2.4 - DOCUMENTS TECHNIQUES ET ÉCHANTILLONS À FOURNIR

2.4.1 - Documents techniques

L'entrepreneur doit fournir :

- les études, notes de calculs et plans d'exécution de ses ouvrages,
- les plans de détails et de réservations,
- les plans de synthèse utiles à l'interface des différents corps d'état,
- la documentation technique et/ou Avis Techniques des produits prévus au marché.

Ces documents seront soumis pour approbation et visa au bureau de contrôle et à la maîtrise d'œuvre.

Il doit, en outre, assurer la diffusion de tous les documents utiles aux intervenants qui en feraient la demande.

2.4.2 - Echantillons

L'entrepreneur doit fournir tous les modèles, échantillons de référence et prototypes demandés par la maîtrise d'œuvre. Ces échantillons devront être approuvés par la maîtrise d'œuvre avant toute confirmation de commande. L'entrepreneur sera tenu de procéder à toutes retouches ou mises au point des échantillons, jusqu'à l'accord définitif de la maîtrise d'œuvre.

L'entrepreneur doit également fournir toutes les justifications propres au matériau ou au produit fini et, le cas échéant, les procès verbaux d'essais au feu, acoustique, thermique, etc., au plus tard avant leur mise en œuvre.

Ces échantillons et prototypes, conservés pendant toute la durée du chantier en un lieu d'accès aisé, doivent pouvoir être éprouvés et éventuellement détériorés pour des essais normalisés. Les dites fournitures ainsi que les frais de ces essais sont à la charge de l'entrepreneur.

3 - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU CHANTIER

3.1 - INSTALLATION DE CHANTIER

D'une manière générale, l'installation de chantier est à la charge du lot Gros œuvre ; elle comprendra, notamment, des équipements communs à l'ensemble des corps d'état (Cf. CCTP - Lot n°03 – Gros œuvre).

3.2 - FERMETURES PROVISOIRES DE CHANTIER

La clôture provisoire de chantier sera réalisée par le lot Gros Œuvre et à ses frais.

L'ouverture et la fermeture du chantier seront assurées par le lot Gros œuvre par tout moyen adapté.

Cette opération se limite à clore l'accès au site, selon l'avancement du chantier, afin d'éviter les intrusions et les vols.

Si la fermeture s'opère au moyen de portes fermant à clé, la fourniture, la mise en œuvre et l'entretien des installations restent à la charge du lot Gros œuvre, qui désignera un responsable affecté spécialement à cette activité quotidienne, pendant toute la durée de son intervention.

Par la suite, et en fonction de l'avancement du chantier, le coordonnateur OPC désignera l'entrepreneur responsable de cette tâche.

Dans tous les cas, le lot Gros œuvre doit la dépose et l'enlèvement de tous les dispositifs d'accès au site, selon la nécessité du chantier et du calendrier d'exécution.

Si nécessaire, et à la demande du maître d'ouvrage, un système de gardiennage jour et nuit sera prévu. Les frais y afférant seront portés au compte prorata.

3.3 - RESEAUX PROVISOIRES DE CHANTIER

Afin d'assurer le bon fonctionnement du chantier, il sera prévu l'installation, à la charge du lot Gros œuvre, des réseaux provisoires d'eau, d'électricité, de téléphone et d'évacuation des eaux usées et pluviales.

Les frais d'abonnements et de consommations seront imputés sur le compte prorata.

3.4 - VOIES PROVISOIRES DE CHANTIER

L'entreprise du lot Gros Oeuvre doit la réalisation et l'entretien de l'ensemble des voies nécessaires au bon déroulement du chantier ainsi que les zones de stationnement provisoires pour véhicules (Cf. CCTP – Lot n° 2 – Gros Oeuvre).

3.5 - PROTECTION DU SITE

L'entrepreneur du lot Gros œuvre devra organiser le chantier, en parfaite coordination avec le lot Terrassement – VRD, de manière à assurer :

- l'accessibilité permanente au site, en veillant, notamment, à l'assainissement et au nettoyage des voies de chantier en cas d'intempéries,
- la protection du site vis-à-vis des venues d'eaux de toutes natures, en veillant, en particulier, à protéger les fouilles par tous moyens efficaces (tuyaux et pompes d'aspiration, canalisations, etc.). Il devra également assurer tous les épuisements nécessaires à l'assainissement du chantier, de façon à ce que tous les ouvrages soient exécutés à sec.

3.6 - SÉCURITÉ ET HYGIÈNE SUR LE CHANTIER

D'une manière générale, l'entrepreneur doit prendre toutes les mesures d'hygiène et de prévention nécessaires et destinées à assurer la sécurité du personnel, suivant la législation en vigueur.

Il doit, en outre, respecter les préconisations du PGCSPS établi par le coordonnateur SPS, en établissant, notamment, à la demande de ce dernier, un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

L'entrepreneur du lot Gros œuvre doit la mise en place et le maintien, pendant toute la durée de leur utilité, des protections collectives du type échafaudages, étalements, garde-corps, plates-formes, consoles, etc.

3.7 - DROIT DES TIERS – NUISANCES DE CHANTIER

L'entrepreneur doit vérifier, avant de commencer ses travaux, qu'il n'est pas susceptible de causer un préjudice à un tiers (abus de droit, transgression de servitude, etc.).

Il doit, en outre, prendre toutes les dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- les bruits de chantier,
- les poussières générées,
- la gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier,
- les salissures des voies publiques.

3.8 - NETTOYAGE DU CHANTIER

L'entrepreneur doit veiller à ce que le chantier soit toujours dans un bon état de propreté. À cet effet, chaque entrepreneur doit le nettoyage de ses ouvrages et l'enlèvement de ses gravats ; il sera responsable, jusqu'à la réception des ouvrages, de la propreté des lieux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des bâtiments.

Si ces dispositions n'étaient pas respectées, la maîtrise d'œuvre pourrait faire exécuter le nettoyage et l'enlèvement des gravats par une entreprise de son choix. Les frais de ce type de prestation seraient alors supportés par l'entrepreneur en cause ou portés au compte prorata dans le cas où le responsable ne pourrait être défini.

D'autre part les entreprises doivent impérativement prévoir un nettoyage général hebdomadaire. En cas de manquement, les mêmes dispositions que celles décrites à l'alinéa précédent seraient prises et mises en application.

3.9 - BENNES A GRAVATS

L'entrepreneur du lot Gros œuvre a à sa charge la gestion des bennes à gravats selon les besoins du chantier. Les frais occasionnés seront imputés sur le compte prorata, comme il est écrit dans le PGCS

4 - EXÉCUTION DES OUVRAGES

4.1 - PRESTATIONS

L'entrepreneur est tenu de fournir intégralement les prestations nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages, notamment leur fourniture, transport et pose, sans pouvoir prétendre à un supplément de prix ni se retrancher derrière une connaissance imparfaite, une erreur, une omission ou une mauvaise interprétation des documents.

De ce fait, l'entrepreneur accepte d'avance, les conséquences financières des risques encourus.

Les différentes pièces écrites ou graphiques du marché ne sauraient en aucune manière limiter l'importance des travaux, ni la responsabilité de l'entrepreneur qui devra signaler, par écrit à la maîtrise d'œuvre, toutes erreurs, omissions ou manques de concordances relevés dans les documents constituant le DCE. Faute de quoi, il sera tenu responsable des dites erreurs, omissions ou manques de concordances ainsi que de leurs éventuelles conséquences.

L'entrepreneur de chaque lot doit prendre connaissance, non seulement des documents concernant son lot, mais encore de l'ensemble des pièces constituant le DCE.

4.2 - RÉCEPTION ET ACCEPTATION DES SUPPORTS

L'entrepreneur doit procéder à la réception des supports sur lesquels il doit intervenir, ceci pour s'assurer qu'ils répondent bien aux exigences des textes en vigueur.

En cas de supports jugés défectueux par l'entrepreneur, celui-ci émettra, par écrit au maître d'œuvre, ses réserves et observations avec justifications à l'appui. Il appartiendra, alors, au maître d'œuvre de prendre toutes décisions nécessaires à l'obtention de supports conformes.

Le maître d'œuvre pourra, notamment, être amené à prescrire des travaux complémentaires, qui, suivant leur nature, seront réalisés soit par l'entrepreneur soit par l'entreprise ayant réalisé les supports, les frais devant être toujours supportés par cette dernière.

A défaut de formulation écrite d'observations en temps utile, l'exécution totale ou partielle des ouvrages comportera implicitement l'acceptation définitive et sans réserves du support par l'entrepreneur.

4.3 - ECHAFAUDAGES – ETAIEMENTS

L'entrepreneur doit la mise en place, l'utilisation, l'entretien et le démontage de l'ensemble des échafaudages et/ou étalements qu'il jugera nécessaires pour la réalisation de ses ouvrages.

4.4 - MOYENS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION

L'entrepreneur doit la mise en place, l'utilisation, l'entretien et le démontage de l'ensemble des moyens de levage et/ou de manutention qu'il jugera nécessaires pour la réalisation de ses ouvrages.

A ce titre, une grue à tour sera installée par le lot gros œuvre à ses frais et sera déposée 1 mois après la mise hors d'eau du bâtiment. Se référer au PGCSPS pour l'utilisation de la grue par les autres corps d'état.

L'entrepreneur apportera un soin particulier pendant les opérations de manutention et de levage afin que la sécurité du personnel soit assurée en permanence.

4.5 - STOKAGE DES MATERIAUX

Suivant l'avancement des travaux, l'entrepreneur doit obtenir l'accord de la maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle pour le stockage des matériaux.

Dans le cas de stockage à l'intérieur des bâtiments, l'entrepreneur doit impérativement tenir compte des surcharges admissibles dans les locaux utilisés.

4.6 - IMPLANTATION DES OUVRAGES – TRAIT DE NIVEAU

4.6.1 - Implantation générale

L'entrepreneur du lot Gros œuvre fait établir, par un géomètre agréé, l'implantation générale du bâtiment.

Les trames principales de référence sont matérialisées par des bornes, qui doivent être protégées pour demeurer en parfait état pendant toute la durée du chantier.

A chaque étage, l'entrepreneur du lot Gros œuvre doit réimplanter le tramage de l'ouvrage, qui servira à tous les corps d'état, ceci afin d'éviter les erreurs pouvant résulter de tracés différents.

4.6.2 - Trait de niveau

L'origine des cotes altimétriques, servant de référence à la réalisation de l'ensemble des ouvrages, correspond au niveau fini ± 0.00 du rez-de-chaussée de chaque bâtiment.

Le niveau de référence sera mis en place par l'entrepreneur du lot Gros œuvre à partir de la borne altimétrique fournie par le maître d'ouvrage et qui devra être protégée pour demeurer en parfait état pendant toute la durée du chantier.

A chaque étage, l'entrepreneur du lot Gros œuvre doit matérialiser le trait de niveau, à 1,00 m du sol fini à l'intérieur et sur la périphérie de tous les locaux. Il en est tenu responsable et en doit la protection pendant toute la durée de son utilité.

Le lot Cloison – Doublage – Plafond doit, quant à lui, le report de ce trait de niveau, sur ses propres ouvrages ainsi que leur maintien en l'état jusqu'à l'intervention du lot Peinture.

Ce trait de niveau servira de référence à tous les corps d'état, ceci afin d'éviter les erreurs pouvant résulter de tracés différents.

4.7 - RÉSERVATIONS - PERCEMENTS

4.7.1 - Dans les ouvrages de structure

En complément des dispositions prévues au CCAP, il est précisé que l'entrepreneur des lots Gros œuvre et Charpente doit toutes les réservations dans ses ouvrages de structure.

Pour ce faire, les entreprises intéressées devront adresser, à la demande de l'entrepreneur des lots Gros œuvre et Charpente et pendant la période de préparation, leurs plans indiquant les implantations et dimensions des réservations nécessaires.

Chaque entrepreneur, qui demandera des réservations dans le gros œuvre et les ossatures bois, devra s'assurer qu'elles ont bien été prises en compte. A cet effet et avant toute exécution, l'entrepreneur du lot Gros œuvre et de Charpente devra retourner aux corps d'état concernés les plans de coffrage, qui devront être vérifiés et validés par ces derniers. Sans réponse des corps d'état sous 10 jours, les plans seront considérés validés et bons pour exécution.

A défaut de demande en temps utile, les travaux de réservations et/ou percements omis seront exécutés par le lot Gros œuvre et Charpente aux frais de l'entreprise défaillante.

Si ces réservations et percements s'avéraient, aux yeux de l'entrepreneur du lot Gros œuvre, trop importants et susceptibles de créer un incident sur la stabilité des ouvrages, alors la maîtrise d'œuvre en serait informée.

4.7.2 - Dans les autres ouvrages

Conformément aux dispositions prévues au CCAP, chaque entrepreneur doit la réalisation de l'ensemble des réservations et percements dans ses ouvrages. Par exemple, la découpe des cloisons à la scie cloche nécessaire à l'incorporation des appareillages électriques est à la charge du lot Cloisons – Doublages - Plafonds.

Cependant, en fonction de l'avancement des travaux et après entente préalable entre les intervenants, certains percements pourront être réalisés par l'entrepreneur dans les ouvrages d'un autre corps d'état, si ce dernier a laissé en attente les éléments à incorporer. Par exemple, le percement des cloisons permettant le passage des conduits de VMC sera assuré par le lot VMC si lors de la pose de ces derniers, les cloisons sont déjà mises en œuvre.

4.8 - REBOUCHAGE DES TREMIES ET RESERVATIONS DIVERSES

En complément des dispositions prévues au CCAP, il est précisé que l'entrepreneur du lot Gros œuvre doit tous les rebouchages des trémies et autres réservations dans ses ouvrages de structure, en veillant particulièrement à la reconstitution des degrés coupe-feu et des qualités phoniques des planchers et des murs notamment.

A cet effet, il se rapprochera des lots concernés et notamment, les lots Electricité, Plomberie – Sanitaires et VMC, pour que soient, conjointement, décidés :

- la consistance et l'étendue des travaux de rebouchage incombant à chacun des entrepreneurs,
- leurs coordination et phasage d'intervention.

4.9 - FINITION DES OUVRAGES

Conformément aux dispositions prévues au CCAP, chaque entrepreneur doit réaliser ses propres travaux de finition tels que fixations, scellements, raccords, calfeutrements, rebouchages, ragréages, etc.

4.10 - PROTECTION DES OUVRAGES

Pendant toute la durée de son intervention, l'entrepreneur doit assurer la protection et la conservation de ses ouvrages. Il doit notamment les protéger contre les risques de destruction, de dégradation, de vol ou de détournement.

L'entrepreneur doit, en outre, veiller au maintien en état des ouvrages des autres corps d'état, des clôtures, voies, réseaux et installations de toutes natures présentes sur le chantier.

Dans le cas de détérioration d'ouvrage, les frais de remise en état seront à la charge de l'entrepreneur.

4.11 - CONTRÔLES ET ESSAIS

4.11.1 - Contrôles

Les travaux seront soumis au contrôle technique de l'organisme agréé cité à l'article 1.3 du présent document.

L'entrepreneur est tenu de soumettre, aux représentants de cette autorité, tous les documents et éléments nécessaires à l'exécution de sa mission.

Il pourra être prélevé, en présence de la maîtrise d'œuvre, des échantillons d'ouvrages à des fins de contrôle et/ou d'expertise. Dans le cas où les ouvrages seraient de qualité inférieure à celle précisée au marché ou indiquée dans les documents contractuels, l'ensemble de la livraison serait alors refusé.

Dans le cas de refus, l'entrepreneur aura à sa charge l'ensemble des frais engendrés par cette défaillance.

4.11.2 - Essais

L'entrepreneur a à sa charge tous les essais concernant ses ouvrages et installations. Il fournira, pour ce faire, tous les moyens techniques nécessaires en personnel, matériel et moyens de mesure.

Afin d'éviter les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises qui y sont soumises doivent mettre en application, avant réception, les recommandations des documents COPREC publiés par «Le Moniteur du Bâtiment et de Travaux Publics», à savoir :

- le document technique n°1 concernant les essais et vérifications de fonctionnement des installations,
- le document technique n°2 concernant le mode de rédaction des procès verbaux.

4.11.3 - Essais d'étanchéité à l'air des façades – SANS OBJET EN TERTIAIRE

~~Un contrôle de l'étanchéité des façades des trois bâtiments collectifs sera réalisé conformément aux spécifications de la RT 2012, par une entreprise agréée qui délivrera une attestation de conformité. Les résultats à obtenir sont les suivants, à savoir :~~

- ~~• Résultat du test d'étanchéité à l'air devra être inférieur à 1,00 m3/(h.m2) pour les logements des bâtiments A & B,~~

~~— Tous les défauts d'étanchéité qui pourraient apparaître lors des test intermédiaires et des tests finaux devront être corrigés à la charge des entreprises concernées.~~

5 - DOSSIER DE FIN DE TRAVAUX

Une fois les ouvrages achevés et avant réception, l'entrepreneur doit fournir :

- au coordonnateur SPS, les informations nécessaires à la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrages (DIUO). Aussi l'entrepreneur communique sous bordereau la liste de ses D O E et l'ensemble des notices d'entretien des matériels et matériaux qu'il a mis en oeuvre.
- au maître d'ouvrage – en 5 exemplaires (dont un reproductible) pour diffusion au maître d'œuvre, au bureau de contrôle et au coordonnateur SPS –, le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), comprenant, notamment, les plans de récolement ainsi que l'ensemble des renseignements techniques des équipements installés tels que notices d'utilisation et d'entretien, certificats de garantie, etc.